



L'éducation financière à l'école

2017/2
22 | 05 | 2017



INTRODUCTION

La décision politique récente de prendre en considération les compétences financières de base dans les objectifs de l'enseignement secondaire en Flandre est une avancée positive. En effet, les carences en matière d'éducation financière est un phénomène très répandu. Une recherche internationale récente évaluant l'aptitude à la gestion financière au sens strict⁶ au sein de 144 pays, démontre que seuls 33 % de la population de plus de 15 ans peut être considéré comme financièrement lettrée (Bernheim, 1998). L'Europe et la Belgique atteignent respectivement un meilleur score de 52 et 55% les situant au-delà de la moyenne, tout en n'excluant pas qu'une grande partie de la population, plus particulièrement la population issue des couches sociales plus vulnérables, ne soit pas ou pas suffisamment armée pour pouvoir faire face à des décisions financières importantes.

En réaction à ceci, beaucoup de pays dont la Belgique, ont envisagé des stratégies et des initiatives afin de développer la capacité de gestion financière de sa population. 52 % des pays au sein de l'Europe (25 pays sur 48), récemment questionnés par le biais d'une enquête OCDE (OCDE, 2016a), signalent une phase de planification (4), développement actif (4), implémentation (12) ou révision

⁶ L'enquête mesure quatre concepts liés à la prise de décisions financières : les connaissances de base en mathématiques, le calcul des intérêts, la compréhension des mécanismes d'inflation et la diversification des risques. L'étude mesure donc la capacité de gestion financière au sens strict et ne vérifie pas l'attitude financière ni le comportement réel financier (cf. infra).

KRISTOF DE WITTE*

GEERT VAN CAMPENHOUT*

KENNETH DE BECKER*

* LA CHAIRE WIKFIN EN ÉDUCATION FINANCIÈRE À LA KU LEUVEN

(NOUS REMERCIONS ELS LAGROU (WIKFIN.BE) ET JEAN HINDRIKS (SENIOR FELLOW ITINERA, UCL) POUR LEURS SUGGESTIONS ET AJOUTS SUR UNE VERSION ANTÉRIEURE DU RAPPORT)

(5) de la stratégie nationale concernant l'éducation financière de la population (5). L'intérêt croissant pour l'éducation financière s'explique également par des observations empiriques qui révèlent un lien entre aptitude en gestion financière et comportement financier (voir suite).

L'éducation financière se rapporte au processus par lequel le citoyen augmente son niveau de compréhension des produits et concepts financiers et développe ses compétences et sa confiance en soi à travers de l'information, de l'accompagnement et/ou un conseil objectif afin de mieux comprendre les risques et les opportunités financières, de pouvoir poser des choix mieux informés, d'être plus au courant des possibilités d'assistance et de prendre des mesures adaptées en vue de protéger et d'améliorer son bien-être financier (OCDE, 2005b).

L'éducation financière va donc bien au-delà des initiatives visant le renforcement des connaissances financières. Elle vise également à accroître les compétences et à faire évoluer l'attitude et la confiance en la matière afin de faire évoluer les comportements. Une compétence financière élevée n'est pas un objectif en soi, mais un moyen de préserver et d'améliorer son bien-être financier à travers des choix financiers adéquats.

Dans ce contexte, il est important de noter qu'un degré plus élevé de compétences financières entraîne des effets positifs pour l'individu mais aussi pour la société dans son ensemble.

C'est pour cela que la compétence financière rejoint les huit compétences clés prônées par l'Europe. Les compétences clés sont les compétences indispensables à chaque individu pour son développement personnel, sa participation citoyenne active, son intégration sociale et son travail. La compétence financière concerne plus particulièrement les « compétences sociales et citoyennes » et le « développement d'initiatives et l'entrepreneuriat ». Cette dernière compétence est vaste. « L'entrepreneuriat » aide non seulement chacun dans son foyer et au sein de la société, mais contribue également à la prise de conscience du travailleur de son environnement professionnel lui permettant de saisir les opportunités. Elle forme la base des compétences et des connaissances plus spécifiques nécessaires pour contribuer à l'activité sociale économique. » (Commission européenne, 2007 : p. 15). La réforme de l'enseignement secondaire en Flandre porte une attention particulière à ces compétences clés européennes permettant à tout un chacun d'acquérir un niveau de base en éducation financière.

Vu l'importance de la compétence financière des jeunes, cet article aborde plus particulièrement l'éducation financière à l'école. Nous formulons quelques points d'attention importants, basés sur des observations récentes et des constats, dans le but de développer une approche efficace de l'éducation financière à l'école. La première partie dresse la toile de fond sur base de laquelle on peut réfléchir le développement de stratégies visant à accroître les compétences financières. Le degré de compétence financière sera évalué de façon chiffrée et comparé entre la communauté néerlandophone et la communauté francophone. La prochaine partie propose une cartographie de la situation actuelle en Belgique et les réflexions par rapport à l'implémentation de l'éducation financière à l'école. Cette analyse débouche sur des recommandations politiques pour une approche plus intégrée.

LES COMPOSANTES DE LA COMPÉTENCE FINANCIÈRE

La définition de la compétence financière formulée par l'OCDE se compose de trois composantes : (1) la connaissance financière ; (2) l'attitude financière ; et (3) le comportement financier. *La connaissance financière* est essentielle afin de permettre à l'individu de comparer des produits financiers et de prendre des décisions financières informées. Une connaissance de base des concepts financiers et la capacité d'appliquer ses connaissances permettent au consommateur de gérer ses finances de façon appropriée. La connaissance financière est donc une condition nécessaire, mais non suffisante, pour pouvoir assurer son bien-être financier (Réf p.e. García, 2013 ; Hathaway et Khatiwada, 2008 ; Klapper, Lusardi et Panos, 2013). Car une bonne connaissance financière n'implique pas nécessairement une bonne gestion. Son *attitude* financière pourrait le conduire à privilégier le court terme sur le long terme (une attitude « carpe diem »). De surcroît, *sa personnalité* peut le conduire à un comportement négligeant, comme des retards dans le paiement des factures ou des dépenses impulsives. Il est donc primordial que l'éducation financière s'attarde aux aspects liés à la connaissance financière et aborde les deux autres composantes de la compétence financière : d'une part l'attitude financière et d'autre part le comportement financier. (Réf e.a. Van Damme, 2015).

La définition de la compétence financière est une chose mais son application dans la pratique est bien plus importante. Holzmann, Mulaj et Perotti (2013) nous proposent deux approches distinctes en la matière : l'approche cognitive / normative et l'approche positive / axée sur le résultat.

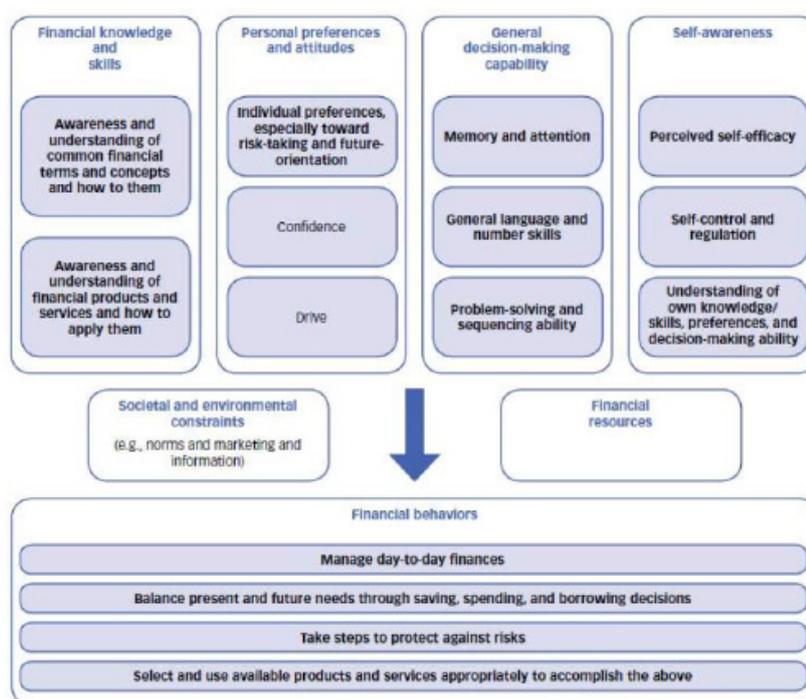
L'approche cognitive / normative mise sur le rôle de la connaissance financière. Elle part du principe qu'une connaissance financière adéquate couplée à la capacité de l'appliquer conduit à un comportement optimal et une amélioration du résultat. En conséquence, cette approche projette une influence positive de l'éducation financière sur le comportement financier de par son impact sur les connaissances, les compétences et les attitudes. Une approche normative définit ce que l'on est supposé savoir, croire ou faire.

Cette approche est différente de l'approche positive / axée sur le résultat qui se focalise davantage sur le comportement et les résultats. La définition du comportement à influence positive ou négative dépend d'une observation empirique des résultats. À cette fin, les chercheurs organiseront des débats au sein de groupes de pairs afin de définir le « bon comportement » et les caractéristiques qui y mènent comme les attitudes, les compétences et les connaissances. La recherche, entre autres celle de Atkinson et al. (2006), illustre que l'approche cognitive /normative ne rend pas toujours une image correcte de ce que le citoyen considère comme comportement financièrement souhaitable.

L'approche positive, reconnaît de surcroît, que le comportement est influencé par une multitude de facteurs, comme les facteurs personnels de la connaissance, la compétence et la conscience, mais également la confiance, l'attitude et la motivation. Le tout se trouve influencé par les normes sociales et les facteurs environnants, comme par exemple la législation de la protection du consommateur et la précarité.

Ces constatations ont mené Yoong et al. (2013) à développer un modèle autour de la compétence financière. Celui-ci mesure en premier lieu le comportement déterminant la compétence financière. La gestion responsable des finances quotidiennes, comme la planification des dépenses, le fait de s’y tenir, de vivre selon ses moyens et son budget et de ne pas dépenser l’argent à des futilités est souvent perçu comme signe de compétence financière. Au-delà de ça, il est important d’épargner, pour se couvrir contre les aléas de la vie, pour se constituer une pension, pour investir dans des projets ou les études de ses enfants. Et pour terminer, il est utile de se couvrir contre les risques et de choisir les produits et services financiers adéquats. La Figure 1 propose le modèle de la compétence financière de façon schématisée. Le quadrant supérieur indique les facteurs individuels déterminant le comportement financier en interaction avec les facteurs sociaux (normes et information) et contextuels (ressources financières).

Figure 1: un modèle conceptuel de compétence financière (source : (Yoong et al., 2013:6).



Le modèle offre une bonne vue d’ensemble sur la panoplie d’éléments pouvant influencer de façon positive le bien-être financier. Traduit en éducation financière, ceci implique que l’approche optimale de l’éducation financière prend en compte tous ces aspects qui se renforcent mutuellement. Un manquement au niveau d’un ou de plusieurs aspects réduit les effets d’entraînement. Le modèle attire l’attention sur la prise en compte des biais comportementaux (‘behavioural biases’) influençant le comportement réel (Altman, 2012; Spencer et Nieboer, 2015). Au final, le modèle dévoile également la complexité du comportement financier. Cette importante variété comportementale entre personnes explique d’emblée la difficulté d’élaborer une forme unique d’éducation financière efficace.

COMPÉTENCE FINANCIÈRE EN BELGIQUE

Comme mentionné dans la section précédente, la compétence financière se compose de trois éléments : la connaissance, l'attitude et le comportement. Lorsque la connaissance financière des belges est mesurée sur base d'une enquête avec 7 questions, ils atteignent un score un peu plus faible que la moyenne OCDE. Là où en moyenne 62 % des participants des pays OCDE répondent correctement à cinq des sept questions, les belges ne sont que 60 % à atteindre ce résultat. Par contre, les belges font mieux que la moyenne au niveau de l'attitude financière et le comportement financier avec respectivement 56 % et 70% d'entre eux qui obtiennent un résultat élevé par rapport à 53 % pour la moyenne OCDE.⁶ Lorsqu'on observe le score total de la compétence financière, les belges ne sont devancés que par des pays de l'OCDE comme la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande et le Canada (OCDE, 2016b).

Les résultats pour la Belgique sur base de notre propre enquête exécutée par Wikifin.be (2015) révèlent que les jeunes (18 à 29 ans) font moins bien que d'autres catégories d'âge pour certaines dimensions de la compétence financière. Pour les jeunes, 54% obtiennent un score élevé pour la connaissance financière.⁷ Au niveau de l'attitude financière et du comportement financier, par contre, avec respectivement 59 et 71 %, les jeunes Belges, font mieux que la moyenne, toutes catégories d'âge confondues. Enfin, 25.75% des jeunes obtiennent un score élevé tant au niveau de la connaissance, de l'attitude et du comportement financier, contre 28.82% pour la moyenne générale.

Il y a donc besoin de développer la compétence financière chez les jeunes. La recherche de Cornelis et Storms (2014) démontre sur base d'un échantillon de 2447 élèves issus de 63 écoles flamandes⁸ que les jeunes du troisième degré du secondaire disposent d'une connaissance financière relativement faible. Le score moyen à un questionnaire à choix multiple avec 13 questions est de 5,93. Cela signifie que 46% des élèves ont répondu correctement à 7 des 13 questions. Un exercice simple qui consiste à répartir une somme d'argent ne pose pas problème, mais seulement 9% des élèves savent que la branche 21 est un placement à faible risque. Même si la moitié (55%) des élèves connaissent la notion d'inflation, seulement 42% des élèves sont capables de l'appliquer sur un exemple pratique. Les garçons et les élèves de l'enseignement général et technique (ASO/KSO) réalisent un score plus élevé que les filles et les élèves de l'enseignement qualifiant (BSO / BUSO). Une enquête de Wikifin.

2 Le score pour les *attitudes financières* est déterminé sur base de critères qui apprécient l'attitude envers l'argent et la planification de l'avenir. Le score pour le *comportement financier* est défini à partir d'un nombre de questions qui vérifient le comportement, comme par exemple la réflexion sur un achat avant de passer à l'acte, le paiement des factures dans les délais, la rédaction d'un budget ménager, l'emprunt et l'épargne. Un score élevé en *attitude financière* signifie que le répondant a obtenu un score de plus de 3 sur 5. Un score élevé en comportement financier signifie que le répondant a obtenu un score de plus de 6 sur 9.

7 Le score élevé pour la connaissance financière signifie que le répondant a correctement répondu à 5 sur 7 questions sur la connaissance financière.

8 Aujourd'hui il n'existe pas de recherche élaborée vérifiant explicitement la littératie financière des étudiants au sein de l'enseignement francophone. Sur base des informations consolidées pour la Belgique et les informations spécifiques aux étudiants issus de l'enseignement en Flandre nous ne disposons d'aucun indice permettant de penser que la situation serait moins grave en Belgique francophone compte tenu des facteurs socio-économiques qui influent sur la littératie financière.

be (2016) révèle que presque tous les parents parlent de questions d'argent avec leurs enfants, mais que seulement 29% déclarent faire cela fréquemment. Edwards, Allen et Hayhoe (2007) démontrent pourtant un lien entre le fait de parler des questions d'argent au sein de la famille et l'attitude des enfants envers l'argent. Dans le même sens, Pinto, Parente et Mansfield (2005) concluent que les familles qui évitent les questions d'argent présentent un risque accru d'abus d'utilisation de carte de crédit. En parallèle, l'éducation financière à l'école et l'expérience de la gestion d'un revenu d'un travail d'étudiant contribuent à la connaissance financière des jeunes.

Une recherche PISA internationale (OCDE, 2014d) démontre que les jeunes flamands font relativement bien au niveau de la connaissance financière, en comparaison avec d'autres pays. Au niveau international, ils ne sont précédés que par Shanghai. Au sein du groupe de pays participants issus de l'OCDE, les jeunes flamands sont à la pointe et devancent des pays comme l'Australie, la République Tchèque et l'Estonie, la Nouvelle-Zélande et la Pologne. Malgré cette moyenne impressionnante des jeunes flamands, l'écart entre les plus forts et les plus faibles est aussi le plus important de tous les pays participants. Les inégalités de résultats entre jeunes sont souvent la conséquence de facteurs socio-économiques. En ce qui concerne la Flandre on constate un impact important du contexte migratoire. De tous les pays participants l'effet est le plus important en Flandre suivi par la France même lorsqu'on prend en compte le contexte socio-économique différent des élèves. Ceci s'explique partiellement. Des élèves qui parlent une autre langue que le néerlandais à la maison obtiennent un score plus faible et auront probablement plus difficile à comprendre des documents financiers plus tard (Van Camp, Warlop et De Meyer, 2014). Ces constatations pour la Flandre soutiennent d'une part le plaidoyer en faveur d'une éducation financière à l'école, et soulignent d'autre part l'importance d'atteindre les jeunes issus des groupes sociologiquement plus faibles par le biais de l'éducation financière.

Les résultats de la recherche PISA démontrent également l'importance de l'inclusion financière. Les jeunes en possession d'une carte bancaire ou d'une carte prépayée prestent mieux au niveau de la compétence financière que ceux qui n'en disposent pas. La carte bancaire ou prépayée familiarise les jeunes avec le monde financier et développe leur connaissance financière (Van Camp et al., 2014). La bonne performance de nos élèves s'explique donc partiellement par le fait que la moitié d'entre eux dispose d'une carte bancaire à l'âge de 14 ans. Cette population s'accroît systématiquement jusqu'à 63 % à 16 ans et 83 % à 17 ans (Wikifin.be, 2016).

Lorsqu'on se focalise sur l'attitude financière et le comportement des jeunes flamands, 8 % signalent ne pas très bien gérer l'argent, 6 % admettent même souvent se retrouver à court d'argent (Cornelis en Storms, 2014). Plus inquiétant, 20% des jeunes signalent adopter des stratégies à risque pour pallier le manque d'argent (par exemple emprunter ou demander de l'argent au lieu d'épargner ou de travailler plus). Pourtant les jeunes s'estiment capables de résister aux tentations et savoir se fixer des priorités.

L'IMPORTANCE DE LA COMPÉTENCE FINANCIÈRE

Le faible degré de compétence financière de nos jeunes est inquiétant vu l'évolution de notre société et compte tenu des multiples études empiriques démontrant les conséquences négatives qui y sont associées (réf Lusardi et Mitchell, 2014 pour un aperçu). Un rapport OCDE récent indique la nécessité de l'éducation financière, surtout dans le contexte de certaines tendances sociétales importantes, comme le vieillissement de la population et la réforme des pensions, la complexité croissante de l'environnement financier, le taux d'endettement élevé des familles et le faible taux de compétence financière en général (OCDE, 2016a). L'environnement décisionnel financier s'est complexifié. Il est, dès lors, indispensable que le consommateur dispose d'une compétence suffisante afin de prendre des décisions financières bien informées. C'est d'autant plus important lorsqu'on veut éviter l'exclusion financière. Un manque de connaissance financière est une des raisons principales pour ne pas utiliser un produit financier pourtant utile (Imaeva, Lobanova et Tomilova, 2014).

De plus la recherche empirique démontre clairement la relation entre la compétence financière et les différents aspects d'un comportement financier souhaitable. La compétence financière est par exemple positivement associée avec la constitution d'un patrimoine (Behrman et al., 2010; Van Rooij, Lusardi et Alessie, 2012). Une recherche aux Pays-Bas constate un écart de patrimoine net (médian) de € 139200 (i.e. € 185900-€ 46700) entre les personnes qui correspondent aux 25 % les plus compétents financièrement et les 25 % les moins compétents (Van Rooij et al., 2012)⁶. La constitution d'un patrimoine est importante vu le fait qu'une grande partie de la population est insuffisamment préparée à sa pension (Bernheim, 1998; Prast et van Soest, 2016). Par ailleurs, le niveau de revenu après la pension ne serait clair que pour une petite minorité de la population (Atkinson et al., 2015; Van Campenhout, 2016). La compétence financière est également importante dans ce contexte. La recherche démontre que les personnes financièrement compétentes sont mieux préparées à leur pension (Lusardi et Mitchell, 2009, 2011 ; Van Rooij et al., 2012). Pour résumer, les résultats suggèrent que la compétence financière influence le comportement financier à long terme. La compétence financière est également importante à d'autres niveaux. Les personnes financièrement compétentes présentent par exemple une meilleure capacité à gérer des dettes (Campbell, 2006 ; Huston, 2012; Lusardi et Scheresberg, 2013 ; Lusardi et Tufano, 2009 ; Stango et Zinman, 2009). Non seulement, ils présentent un taux d'endettement plus réduit en moyenne (Lusardi et Tufano, 2009), mais le coût de leur endettement est également souvent moins important (Huston, 2012). La compétence financière va également contribuer à une meilleure diversification et répartition des risques liés aux placements. (Abreu et Mendes, 2010).

⁶ Des analyses statistiques démontrent qu'un accroissement d'un point en littératie financière résulte en un accroissement patrimonial de €12000.

Tableau 1: exemple d'effet positif de la compétence financière sur le comportement financier

Comportément	Effet	Études
Gestion des finances quotidiennes	Les personnes avec une plus grande compétence financière suivent mieux leur budget personnel, payent leurs factures dans le temps, manquent moins rapidement d'argent pour leurs dépenses quotidiennes et ont une meilleure gestion des dettes. Ils vont non seulement contracter moins des dettes, mais elles leur coûteront également moins en moyenne.	Campbell (2006);Huston (2012); Lusardi en Scheresberg (2013); Lusardi en Tufano (2009); Stango en Zinman (2009)
Équilibrer les besoins actuels et futurs financiers concernant l'épargne, la dépense ou l'emprunt.	La compétence financière influence de façon positive la possibilité d'épargne pension. De cette façon le consommateur est plus apte à maintenir sa consommation à niveau, ce qui influencera positivement son bien-être.	Lusardi en Mitchell (2009); Lusardi en Mitchell (2011); Van Rooij et al. (2012)
Prendre des initiatives afin de se préserver du risque	La compétence financière a un effet positif sur les différents actifs aux sein d'un portefeuille de placements, ce qui résulte en une meilleure gestion du risque. En outre, les personnes à compétences financières plus élevées vont davantage se protéger des risques à l'aide de produits d'assurance appropriés. Les familles à compétence financière plus faible que la médiane qui prennent des initiatives de placement indépendantes, ont souvent un taux de rendement plus faible qu'attendu.	Abreu en Mendes (2010); Von Gaudecker (2015)
Usage de produits et services financiers adaptés pour réaliser les décisions financières indiquées ci-dessus.	Les personnes à compétences financières plus élevées vont davantage avoir tendance à investir dans des actions à longue durée résultant en un rendement plus élevé que l'épargne. De cette façon, ils verront leurs avoirs croître plus rapidement, ce qui importe en prévision de leur pension.	Behrman et al. (2010); Van Rooij et al. (2012)

Une constatation importante est que la compétence financière n'a pas que des avantages pour l'individu, mais profite aussi à la société entière. La concurrence et l'innovation des marchés est stimulée par la présence de consommateurs financièrement compétents et bien informés qui prennent des décisions bien réfléchies. Un comportement financier plus rationnel et prévisible de personnes financièrement compétentes pourrait de surcroît conduire au développement d'un secteur financier plus efficace et une régulation financière moins onéreuse (OCDE, 2012a). Les personnes financièrement compétentes sont plus aptes à absorber les chocs de revenus, et une compétence financière accrue contribue également à une plus grande stabilité financière. (Klapper et al., 2013 ; OCDE, 2012a).

L'ÉDUCATION FINANCIÈRE À L'ÉCOLE⁶

L'importance de l'éducation financière à l'école

Du point de vue politique, on peut chercher à améliorer le comportement financier du consommateur à travers l'éducation financière pour se focaliser sur l'information essentielle à la prise de décision financière adaptée. (Franco, 2009 ; OCDE, 2012a). Une information simple standardisée facilite la comparaison de produits. Cette dernière approche témoigne du rôle que peuvent jouer les acteurs financiers (du côté de l'offre) à côté du rôle des consommateurs et des pouvoirs publics (Franco, 2009). La solution idéale combine différentes pistes qui se renforcent mutuellement. En ce qui concerne l'éducation financière, la recherche démontre que les initiatives résolument axées sur des cibles spécifiques sont plus efficaces. (Lusardi et Mitchell, 2014 ; Lusardi, Mitchell et Curto, 2010).

Au sein de l'éducation financière, l'attention se porte, à juste titre, plus particulièrement sur les jeunes. Le degré d'incompétence financière est bien plus important au niveau des jeunes (Lusardi et Mitchell, 2009 ; Lusardi et al., 2010 ; Mandell, 2008). Adossé à l'autre extrême : les personnes âgées, ils forment le groupe le plus fragile à cet égard.

Ce degré élevé d'incompétence auprès des jeunes est alarmant pour diverses raisons. Tout d'abord, l'incompétence financière est persistante : les jeunes moins compétents financièrement auront tendance à le rester au cours de leur vie future. Vu les inconvénients qui y sont associés (voir ci-dessus) , ceci augmente les risques d'aboutir à un cercle vicieux d'incompétence intergénérationnelle où les inégalités de revenus et de patrimoine persistent entre générations (Lusardi et al., 2010). Ensuite, n'ignorons pas que les jeunes sont déjà confrontés à des décisions financières importantes, et que les mauvaises décisions peuvent s'avérer très coûteuses (Lusardi et al., 2010). Une des préoccupations internationales est le degré d'endettement croissant des étudiants. Deux tiers des étudiants universitaires Américains terminent leur parcours éducatif avec une dette importante. Le niveau d'endettement moyen est de \$26600 et beaucoup seront confrontés à des problèmes de remboursement. (Baum et O'Malley, 2003 ; Denhart, 2013 ; Lyons, 2008). En Belgique, où le coût des études est bien moins important qu'aux Etats-Unis, la problématique de l'endettement étudiant pour financer les études est bien moins explicite. Malgré le fait qu'il ne soit pas possible de souscrire un

⁶ Cette section se base surtout sur Van Campenhout (2015).

crédit avant 18 ans, il s'avère que 10% des jeunes du troisième degré de l'enseignement secondaire (donc des doubleurs de plus de 18 ans) sont déjà endettés. (Cornelis et Storms, 2014). L'endettement des jeunes reste dès lors un point d'attention important. D'autant plus qu'il est très probable que les jeunes seront confrontés à une panoplie de risques financiers importants avec une complexité croissante de produits financiers (OCDE, 2012a). C'est dans cette optique que Cornelis et Storms (2014) plaident pour une éducation financière qui développe l'agilité et la souplesse financière du consommateur ('adaptable financial consumers'), de sorte à le rendre capable de s'adapter rapidement au contexte financier changeant et innovant. Ces exemples illustrent l'importance de l'éducation financière dès le premier âge. Cette approche saisie d'emblée l'opportunité qu'offre l'ouverture à l'apprentissage et l'adaptation comportementale des jeunes à cet âge.

En totale cohérence avec l'argument précité, l'OCDE, dans son rapport 'The Principles and Good Practices for Financial Education and Awareness', conseille de débiter l'éducation financière le plus tôt possible à l'école. De plus en plus de pays suivent ce conseil. Le Royaume-Uni intégra cette recommandation dans son programme éducatif en 2014. La décision de la ministre de l'enseignement flamand (Mme Crevits) de reconnaître la compétence financière comme une des compétences de base à maîtriser par chaque élève de l'enseignement secondaire cadre également avec cette approche.

L'éducation financière intégrée dans le parcours scolaire est dès lors considérée comme le principal atout dans l'amélioration de la compétence financière (des jeunes)(OCDE, 2012a, 2014a). Tout d'abord, cette approche englobante de tous les jeunes, évite d'emblée des risques d'auto-sélection (induits par la liberté de choix). D'autre part, elle adresse le souci de l'inégalité parentale devant l'éducation financière de leurs enfants, une évidence vue le lien entre compétence financière et statut socio-économique. La proposition d'une éducation financière accessible pour tous les jeunes, dont ceux qui y auraient moins facilement accès par la voie parentale, est une évidence d'un point de vue social.

L'éducation financière à l'école permet de gommer les différences au niveau de l'éducation financière générées au sein de la famille, et assure une accessibilité à tous. (Bernheim, Garrett et Maki, 2001 ; OCDE, 2014a).

L'implémentation de l'éducation financière à l'école

Malgré l'existence d'une large opinion favorable à l'instauration de l'éducation financière à l'école, il n'existe pas de consensus au niveau de sa réalisation. D'une part il existe une vaste panoplie de possibilités pour réaliser l'offre de l'éducation financière (cours isolé ou transversal, cours imposé ou cours libre), d'autre part la discussion porte sur l'évaluation de l'éducation financière dispensée (réf e.a. Bureau, 2014 ; Lyons et al., 2006 ; OCDE, 2010 ; Yoong et al., 2013). Au final, il y a divers aspects, comme le rôle des parents, le soutien des enseignants et la nécessité de différenciation qui ont insuffisamment été analysés mais qui ne sont pas pour autant négligeables si l'on veut aboutir à une intégration efficace et optimale de l'éducation financière.

Notez que l'éducation financière à l'école demande une approche spécifique : les programmes axés sur le développement des compétences financières des adultes ne sont pas nécessairement adaptés à l'éducation financière à l'école (McCormick, 2009a). Les programmes destinés aux adultes concernent souvent la problématique financière sous l'angle de l'aide immédiate, par exemple en cas d'endettement (Collins et O'Rourke, 2010; McCormick, 2009a). Pour les jeunes, les programmes d'éducation financière devraient être plus proactifs (Collins et O'Rourke, 2010), tout en proposant un cadre référentiel normatif et préparant les jeunes à la prise de décisions financières à l'avenir. (McCormick, 2009a ; Shim et al., 2009).

L'éducation financière peut être rendue obligatoire à travers le programme d'éducation nationale, ou pourrait se décliner sur une base de participation plus volontaire. Les pays et les régions qui ont développé ou qui planifient un programme imposé sont e.a. la Flandre, la Wallonie, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Irlande, le Danemark, la République Tchèque et l'Estonie. L'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Russie sont considérés comme des exemples d'approche volontaire. (OCDE, 2016a). Le choix de l'approche est donc partagé. Ensuite, les choix se portent vers la façon d'implémenter l'éducation financière : comme cours à part entière, comme module au sein d'un ou plusieurs cours, ou totalement intégré dans d'autres cours comme les mathématiques, l'économie, ou l'éducation sociale, (OCDE, 2012b). Même si l'idée de dispenser le cours de façon isolée offre l'avantage d'une mise en contact claire et immédiate avec les aspects financiers, ceci n'en reste pas moins un défi au niveau de l'insertion au sein des programmes déjà surchargés et au niveau de l'attribution de moyens et de temps. (OCDE, 2014b). C'est pourquoi, dans la plupart des pays, il est opté pour une approche transversale en intégrant l'éducation financière dans différents cours existants (OCDE, 2012a). Par contre, cette approche demande de poser des objectifs d'apprentissage clairs dans les différents cours concernés. Les retours observés auprès de Asarta et al. (2014), Bruhn et al. (2013) et Romagnoli et al. (2013) semblent témoigner de l'efficacité de l'approche transversale.

L'analyse de la façon optimale de dispenser l'éducation financière à l'école doit néanmoins être affinée sans aucun doute (OCDE, 2012a ; Totenhagen et al., 2014). Une vision brouillée et des méthodes d'évaluation inefficaces sur les programmes scolaires ont longtemps freiné le développement en la matière. Dans ces études pilotes, par exemple, Wikifin.be n'enquêtait qu'auprès des élèves et leurs professeurs de façon qualitative. Ces derniers temps, des avancées claires ont été observées dans ce domaine, le nombre d'études d'impact précises a augmenté sensiblement, tout en constatant que la validation empirique reste limitée en Europe. (OCDE, 2016a).

L'éducation financière à l'école en Belgique (situation en avril 2017)

Enseignement néerlandophone

L'école opère dans une société en évolution permanente. Cet environnement changeant ne permet pas de cloisonner les objectifs d'apprentissage dans un cours isolé. Il faut donc bien plus que des objectifs d'apprentissage spécifiques aux cours. C'est cette idée qui a ouvert la voie vers les objectifs d'apprentissage transversaux dans l'enseignement flamand (de vakoverschrijdende eindtermen VOET). Les objectifs d'apprentissage sont les finalités minimales que les instances gouvernantes ont identifiées comme indispensables et accessibles pour la plupart des élèves. Les objectifs d'apprentissage transversaux garantissent l'introduction du jeune aux aspects transversaux essentiels, non réductibles à un cours, au contraire des objectifs d'apprentissage spécifiques à chaque cours. (VVKSO, 2017). L'école se voit ici d'imposer une obligation de moyen (devoir d'effort adéquat pour la réalisation des objectifs d'apprentissage), au lieu d'une obligation de résultat.

C'est en 1997 que l'enseignement flamand se voyait imposer des objectifs d'apprentissage transversaux pour la première fois. La première génération d'objectifs d'apprentissage transversaux est liée à un degré spécifique. Les « VOET » contiennent les thématiques suivantes : l'éducation à la santé, à l'environnement, la citoyenneté, les aptitudes sociales, la formation créative et musicale, la formation technique- technologique (limitée au second et troisième degré de l'enseignement général, ASO) et l'informatique (uniquement au premier degré).

Dix ans plus tard, les objectifs d'apprentissage transversaux ont été évalués et révisés. Le point de départ de la révision des objectifs d'apprentissage était le suivant : « de quelles compétences minimales un citoyen doit-il disposer pour pouvoir fonctionner de façon critique et créative dans la société flamande pour pouvoir développer un parcours de vie personnelle épanouissant ? » Cette question de départ renvoie autant vers le développement personnel du jeune que vers son intégration fonctionnelle dans une société démocratique multiculturelle (voir la discussion De Witte et Schelfhout (2015) plus loin).

Dans la 2ème génération des « VOET » l'on prête une plus grande attention à la dimension socio-économique. Les étudiants doivent notamment prêter attention à la gestion et la composition de leur budget ; notamment, avoir de l'attention pour le rapport qualité/prix et les droits du consommateur lors de l'achat de produits de consommation ou l'acquisition de services. Grâce au plan « VOET » l'attention pour l'éducation financière figure déjà au programme depuis 2010, même si elle se décline sous forme d'une obligation d'effort et qu'elle soit relativement largement définie.

La réforme de l'enseignement flamand imposera l'éducation financière au sein du premier degré, car elle complète les compétences clés. Cette réforme deviendrait effective le 1er septembre 2018. Le département « Onderwijs en Vorming » a développé un cadre à cet égard, mais celui-ci doit encore être traduit en objectifs finaux. 2017 ne permet pas encore de faire toute la lumière sur la réalisation précise de ceux-ci.

L'enseignement francophone

L'éducation à la « consommation responsable » fut reprise dans un sujet transversal « l'éducation transversale à la citoyenneté », prévu dans les décrets “mission” et “citoyenneté” de l'enseignement. L'article 6 du décret Mission de l'enseignement stipule : “La communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants : préparer tous les élèves à être citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures.”. Cette approche est développée dans le décret ‘citoyenneté’ qui pose que “L'éducation citoyenneté porte notamment sur les matières telles que la consommation responsable, les règles de base régissant le financement des autorités publiques, les mécanismes de solidarité interpersonnelle, intergénérationnelle et interprofessionnelle, notamment en matière fiscale et sociale ainsi que leur évolution. L'éducation à la consommation responsable peut ainsi trouver sa place dans le cadre des apprentissages citoyens.”

Aujourd'hui, le “comité de pilotage” érigé en 2014 dans le chef du ministère de l'enseignement de la Fédération Wallonie- Bruxelles se penche sur la concrétisation de l'aspect “consommation responsable”, qui fait intégralement partie du décret “citoyenneté”. Le 4 mai 2016 le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté une résolution soulignant l'importance de l'éducation financière à l'école, tant au niveau de l'enseignement primaire que secondaire. En vue de la concrétisation de cette mesure, le ministre de l'enseignement de la Fédération Wallonie- Bruxelles a mis en place un groupe de travail auquel ont été conviés le cabinet du ministre de l'enseignement et l'administration de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les coupes, les services d'inspection, le département et Wikifin.be.

Le rôle de Wikifin.be

Vu l'approche tant de l'enseignement francophone que néerlandophone par wikifin.be, les thématiques de l'éducation financière et l'éducation à la consommation responsable sont abordées dans un sens large. Les thèmes comme l'emprunt et les moyens de paiement sont repris dans le programme Wikifin@School (Enseignement dont la participation est libre).

Wikifin.be introduisit quelques projets pilotes pour initier l'éducation financière dans l'enseignement. Les enseignants s'y sont attelés, munis d'information générale contextuelle sur des thèmes divers soutenus par du matériel didactique. Le travail autour des sujets ayant trait à l'argent fut introduit dans des cours transversaux comme les langues, les mathématiques, la géographie, ... tout comme sous forme de cours à projets, au cours d'une année scolaire. Le résultat de cette année est disponible sur Wikifin.be. Parallèlement, Wikifin.be a participé à des projets autour de l'éducation financière, et organisé des journées thématiques adressées ou non aux 6 années de l'enseignement secondaire. Pour terminer, il existe une école pilote où l'on dispense le cours d'éducation financière .

Recommandation politique : Vers une approche intégrée de l'éducation financière à l'école

Dans cette section, nous discutons de propositions pouvant mener vers une approche intégrée de l'éducation financière à l'école. Afin de veiller à ce que l'éducation financière soit suffisamment intégrée il est important d'éviter qu'elle soit développée en tant qu'activité isolée, indépendante de la socialisation financière environnante.

Viser une éducation financière flexible pour les jeunes en prêtant attention aux attitudes et aux compétences

Le développement d'une éducation financière flexible et adaptée aux jeunes, fait partie de la vision 'proactive' d'une éducation financière à l'école, sur base de laquelle ont préparé les élèves à prendre des décisions financières raisonnées à l'avenir.

Cette vision est renforcée par l'évolution rapide de l'environnement et sa complexité.

Une éducation financière qui concernerait uniquement l'état actuel des connaissances et l'apprentissage de connaissances statiques serait trop restreinte.

Exemple : informer les jeunes sur les pratiques actuelles de fraude en ligne ne les préparera pas pour l'avenir, vu l'évolution rapide des moyens techniques liés à ce type de fraude. Le développement de programme mettant l'accent sur les sources d'informations et les stratégies de recherche (en ligne) fiables, l'apprentissage de règles de base et le travail sur le comportement des jeunes sont des approches plus constructives. Les jeunes capables de distinguer le vrai du faux sont bien mieux outillés pour faire face à l'imprévu. Pour les jeunes étudiants, l'apprentissage de règles de base, comme par exemple le fait de prendre contact avec son agence lors d'une demande suspecte de sa banque, est bien plus utile dans l'idée de l'installation d'un réflexe positif, que l'apprentissage d'une liste exhaustive de pratiques spécifiques.

Cette vision demande une attention accrue pour le comportement et les compétences, bien plus qu'aujourd'hui (Center for Financial Security, 2012 ; Fernandes, Lynch et Netemeyer, 2014 ; Webley et Nyhus, 2006). Car, toute compétence est composée de trois aspects : la connaissance, l'attitude et le comportement. La compétence financière concerne de ce fait tant le comportement financier et les connaissances que l'aspect cognitif lié au sujet.

Même si l'on est conscient que la connaissance de la matière en soi ne suffit pas pour initier un changement de comportement financier, il est important d'y consacrer l'attention nécessaire. (NEFE, 2006). L'importance des attitudes est conforme avec les travaux théoriques qui insistent sur l'importance des valeurs, comportements, normes subjectives, et l'apprentissage implicite.⁷ Sohn et al. (2012) concluent qu'une éducation financière théorique qui ne mise pas concrètement sur le

⁷ En référence à la théorie de l'apprentissage social p.e. (Bandura, 1977), la théorie du comportement planifié (Ajzen, 1991), la théorie de la gestion du budget ménager (Deacon en Firebaugh, 1981; Jorgensen et Savla, 2010), la théorie de la socialisation financière au sein de la famille (Gudmunson en Danes, 2011) ou la théorie plus générale sur la socialisation anticipative (Hess et Torney, 1967).

comportement ou l'opportunité de se créer des expériences financières réelles est insuffisante. Dans leur recherche, ils démontrent par exemple que l'attitude des étudiants envers l'argent influence fortement leur niveau de compétence financière. En conséquence, Cornelis et Storms (2014) argumentent que l'éducation financière à l'école et l'éducation financière au sein de la famille peuvent être considérées comme indicateurs pertinents de la compétence financière à terme.

Deux autres arguments incitent à promouvoir l'éducation financière à l'école. Le premier se base sur la phase de développement identitaire qui est propice à l'ouverture d'esprit et à l'adoption de nouveaux comportements. Le second argument correspond à la théorie de la socialisation qui stipule que les compétences et savoirs acquis aujourd'hui seront utiles demain pour la prise de décisions économiques. (Deacon et Firebaugh, 1981 ; Hess et Torney, 1967). D'autre part, il faut prendre note du décalage important entre la phase d'apprentissage et la phase d'application. Dans cet esprit, il est important d'adapter les approches éducatives au monde qui entoure le jeune, et éviter l'abstraction excessive.

Suivant cette théorie, l'approche éducative se doit de prendre en compte les caractéristiques types de la personnalité (réf Shim et al., 2009). L'efficacité personnelle fait référence à la confiance en sa capacité par son action personnelle à engranger les résultats escomptés. C'est une capacité notamment à faire correspondre ses intentions avec ses actions. Cette efficacité personnelle est cruciale en matière d'éducation financière. Un individu peut être convaincu que l'épargne pension est utile, s'il lui manque l'efficacité personnelle pour gérer ses pulsions et envies cette conviction de l'utilité d'une épargne pension ne se concrétisera pas dans son comportement financier. Ses actions vont différer de ses intentions. L'on peut également s'attendre à ce que les personnes dotées d'une plus grande efficacité personnelle (et donc cohérence personnelle) affichent un comportement financier plus adéquat lorsqu'elles seront confrontées aux aléas financiers. L'efficacité personnelle conduit de ce fait à une agilité financière accrue des personnes. C'est un élément non-négligeable du point de vue social. La pauvreté a un impact négatif important sur l'efficacité personnelle des jeunes et leurs parents, incitant moins ces derniers à prendre le rôle d'exemple (réf entres autres Brody en Flor, 1997 ; Eamon, 2001 ; Evans en Rosenbaum, 2008). Compte tenu la relation entre la faible compétence financière et les groupes sociaux défavorisés, il est important de miser sur l'augmentation de l'efficacité personnelle afin de limiter au maximum cet effet.

Intervention précoce et tout au long du parcours scolaire

Comme déjà mentionné il est conseillé de commencer l'éducation financière à un âge précoce. (NASBE, 2006 ; OCDE, 2005a). Une telle approche permet de familiariser les jeunes pas à pas aux concepts et aux comportements financiers. Dans ce contexte, une intégration de l'éducation financière au sein du parcours scolaire complet est conseillée. (OCDE, 2014a). Cette recommandation est en phase avec l'observation qu'une action ponctuelle peut s'avérer intéressante pour susciter l'intérêt autour de la compétence financière, mais ne produit qu'un effet très limité au niveau du changement du comportement financier. Les normes K-12 nationales en matière de compétence financière aux Etats-Unis sont un bon exemple de cette approche graduelle. (voir lien: www.jumpstart.org). Un enfant de 9-10 est par exemple supposé pouvoir donner des exemples par rapport aux risques et aux stratégies de base pour éviter les risques auxquels ils sont, eux et leurs congénères susceptibles d'être exposés (rouler à vélo par exemple). Les 13-14 ans sont supposés pouvoir faire le lien entre risques et assurances et les 17-18 ans sont supposés savoir choisir l'assurance la plus appropriée pour couvrir un risque particulier. Une approche graduelle permet donc non seulement d'accroître le degré de complexité, mais permet également aux jeunes de se familiariser aux attitudes et aux cadres théoriques importants dans un contexte approprié.

Intégrer l'éducation financière au sein des cours existants

Comme indiqué précédemment, l'approche intégrée dans les cours existants semble se profiler comme une méthode plus efficace. L'offre d'éducation financière ne peut dès lors pas être ponctuelle, mais se doit d'être transversale. C'est pourquoi, ce n'est pas la tâche du professeur en économie, mais la tâche partagée de tous les professeurs au sein de l'école. Il est conseillé de définir des objectifs d'apprentissage clairs en matière d'éducation financière, afin que celle-ci soit bien cadrée et puisse être évaluée correctement.

L'implication des parents au niveau de l'éducation financière à l'école

Un des plus grands manquements au niveau de l'éducation financière à l'école est le manque d'implication des parents. (OCDE, 2005a). Ceci peut s'expliquer dans l'approche trop souvent segmentée de l'éducation financière considérant les activités domestiques et scolaires d'un point de vue isolé. Pourtant, la recherche démontre que de tous les intervenants au niveau de l'éducation financière, ce sont, en bas âge, les parents qui ont la plus grande influence.⁸ (Grusec et Davidov, 2008) (réf exemple, Jorgensen et Savla, 2010; Shim et al., 2009; Sohn et al., 2012).⁹

8 La socialisation des consommateurs est définie comme processus à travers lequel les jeunes acquièrent des compétences, des connaissances et développent des attitudes utiles à leur fonctionnement en tant que consommateur sur le marché (Ward, 1974, p. 2). La socialisation financière est souvent considérée comme un concept plus large vu qu'elle a également attrait à la viabilité financière et le bien-être de l'individu (Danes, 1994, p. 128).

9 L'influence est également importante pour les enfants plus âgés. Une recherche sur la capacité de gestion financière auprès d'étudiants de l'université d'Arizona démontre que l'influence des parents égale 1.5 celle de l'éducation financière et 2 fois celle des amis.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les parents jouent un rôle aussi important. En premier lieu, l'importance de l'influence des parents dans la phase de développement des comportements sociaux souhaitables (réf. entres autres Jorgensen et Savla, 2010 ; Miller et al., 1986 ; Parsons, Adler et Kaczala, 1982). Pritchard et Myers (1992) démontrent la reproduction de l'exemple parental en matière de valeurs financières, alors que Webley et Nyhus (2006) concluent que le comportement d'épargne des enfants atteste de similitudes avec celui des parents. Dans les familles pauvres l'épargne est souvent impossible ce qui a un effet sur l'attitude et le comportement d'épargne des enfants. En deuxième lieu, l'importance des parents se traduit également clairement lorsqu'on observe le processus d'apprentissage au niveau de l'éducation financière des enfants tant implicite qu'explicite. Clarke et al. (2005) suggèrent que l'apprentissage explicite à la maison a une grande influence sur le comportement futur des enfants. Différentes études visant l'apprentissage implicite démontrent également que le comportement des parents forge, en tant que modèle, le comportement financier de leurs enfants et qu'ils contribuent à leur socialisation financière de cette façon (Gudmunson et Danes, 2011 ; Hibbert, Beutler en Martin, 2004 ; OCDE, 2014c). Les parents sont également la source d'information principale pour l'information financière et le niveau auquel les sujets financiers sont discutés à la maison va influencer positivement le comportement financier et l'attitude envers l'argent. (Danes et Haberman, 2007 ; Edwards et al., 2007 ; Pinto et al., 2005). Les discussions en matière d'argent à la maison sont évidemment de nature très différente entre familles pauvres et familles riches. Les questions d'argent sont même parfois un sujet tabou dans les familles pauvres. L'implication des parents en matière d'éducation financière à l'école est de ce fait très importante mais aussi très variables. Les études démontrent la difficulté d'augmenter l'implication des parents (Bruhn et al., 2013; Chodkiewicz et al., 2005).

Un des programmes les plus développés en matière de compétence financière à l'école dans lequel la participation parentale est promue est le programme ENEF au Brésil (Bruhn et al., 2013). Les programmes interactifs comportent des tâches interactives « take-home » comme la confection d'un budget ménager avec l'aide des parents, ainsi que des workshops autour de la compétence financière pour les parents. Le programme a eu des résultats positifs au niveau de la participation des parents au projet. La compétence financière des jeunes augmenta et les jeunes discutaient de sujets d'ordre financier avec leurs parents. L'on constata en outre une amélioration de la compétence financière des parents. Les parents respectaient mieux leur budget ménager, et de ce fait pouvaient se permettre d'épargner plus souvent.

En général l'on constate que les programmes visant l'implication parentale, s'inscrivent le plus souvent dans les pratiques suivantes : (i) le devoir ou les activités à domicile en compagnie des parents; (ii) la stimulation de la communication financière à la maison ; et (iii) les programmes bancaires et d'épargne scolaire¹⁰. Nous renvoyons vers Van Campenhout (2015) en ce qui concerne des suggestions en la matière.

¹⁰ Voir Grinstein-Weiss et al. (2011), Johnson et Sherraden (2007), CFPB (2013).

L'intégration d'expériences pratiques

L'intégration d'expériences pratiques au sein du parcours d'éducation financière résulte de la vision que l'enfant apprend plus facilement de façon durable lorsqu'il est confronté à des expériences du quotidien (Amagir, 2016 ; Totenhagen et al., 2014). L'on peut, par exemple leur faire analyser différentes carrières potentielles, au sein desquelles ils doivent poser des objectifs personnels et financiers (Asarta, Hill et Meszaros, 2014). Une autre approche est de les familiariser via l'expérience pratique de différents produits financiers (Romagnoli et Trifilidis, 2013). D'autre part, il semble que l'apprentissage par l'expérience est également efficace auprès des étudiants. Ceci ouvre la voie à des formes d'apprentissage alternatif, interactif comme des leçons illustrées par vidéo, des applications de simulation, comme par exemple des jeux de bourse. (Hinojosa et al., 2009 ; Mandell et Klein, 2009 ; Romagnoli et Trifilidis, 2013). Certains professeurs et chercheurs sont partisans de l'usage d'argent réel. (Kiviat, 2010 ; McCormick, 2009b). Cette approche trouve écho dans les plans d'épargne scolaires proposant aux enfants (et aux parents) de réellement épargner.¹¹ Faire le pont avec la formation à l'entrepreneuriat semble également souhaitable de par la similitude des attitudes, comportements, et connaissances financières.

Soutenir l'enseignant au niveau de l'éducation financière

Aux côtés des parents, nous trouvons, comme deuxième acteur, le corps enseignant au niveau de la socialisation financière des enfants. Il est généralement accepté que l'enseignant ait une influence importante sur le comportement des enfants (Hanushek, 2011; Rockoff, 2004). Mis à part les caractéristiques personnelles de l'enseignant, sa motivation et ses aptitudes à enseigner l'éducation financière jouent un rôle capital. Si la plupart des enseignants souscrivent à l'importance de l'éducation financière à l'école, peu d'entre eux se sentent pourvus des compétences pour l'enseigner. Une étude aux Etats-Unis constate que seul 20% des enseignants se sentent apte à enseigner l'éducation financière. (Way et Holden, 2009). En Belgique, la recherche démontre que la plupart des futurs enseignants (84%) ne dispose pas des connaissances financières nécessaires pour pouvoir enseigner l'éducation financière (De Moor et al., 2014). En analogie avec les observations de Way et Holden (2009) et Godsted et McCormick (2007) l'on peut conclure qu'une attention plus importante devrait être accordée à l'accompagnement des enseignants en la matière (Way et Holden, 2009). Suite à une initiative de formation complémentaire pour les enseignants aux Etats Unis, surtout axée sur le développement de leurs propres compétences financières, 93% jugeaient l'impact sur leurs compétences financières et leurs approches de l'éducation financière en classe positif. (Hensley, 2013). Ce dernier aspect prend également en compte l'accroissement de la confiance en soi, indispensable à l'éducation financière. Du côté FWB, Financité a développé des fiches pédagogiques

<https://www.financite.be/fr/nos-outils>

¹¹ Exemples : *Illinois Bank-at school, Save for America, Credit Where Credit is Due, of Money Savvy Kids : Basic Personal Finance Curriculum.*

Développer des approches créatives en ayant de l'attention pour la différenciation

L'éducation financière à l'école demande le développement de programmes qui peuvent être mis en œuvre à large échelle. Il serait toutefois faux de supposer qu'un programme unique uniforme mènerait vers une éducation financière efficace. (Chang et Lyons, 2007 ; Lusardi et Mitchell, 2014 ; Lusardi et al., 2010). De là l'importance de rechercher des formes d'enseignement créatives stimulant l'engagement des jeunes (OCDE, 2016a). La différenciation semble être une clé pour aboutir à des programmes capables de faire les liens entre les situations diverses au niveau socio-économique, interpersonnelles et domestiques.

Castelein et al. (2016) définissent la différenciation "intra" comme *"l'exploitation proactive, positive et planifiée des différences en classe afin d'aboutir à une motivation, un bien-être, un apprentissage et une efficacité accrue."* Les différences peuvent s'atténuer, tout comme elles peuvent persister, voire s'agrandir. De façon proactive ceci implique que l'enseignant puisse anticiper sur ce qui pourrait se proposer ou se produire en classe et qu'il ne se résume pas à réagir. D'un point de vue positif, ceci implique de considérer l'hétérogénéité d'une classe comme une richesse et non comme un problème à « gommer ». La planification au sein de la classe renvoie vers la planification de l'approche afin que l'on n'en reste pas à des actions qui sont le « fruit du hasard ». (Struyven, Coubergs et Gheysens, 2015). La différenciation intra vise à augmenter la motivation, le bien-être, la valeur ajoutée et l'efficacité de l'apprentissage des étudiants sans devoir abaisser le niveau. Moyennant un soutien différencié pour tous – donc pas uniquement pour les plus faibles ou les étudiants à problèmes – les différences peuvent s'atténuer, rester intactes mais également s'exacerber. Le but final reste toutefois que tous atteignent le seuil minimal de compétence du programme.

L'attitude professionnelle et la vision éducative de l'enseignant seront déterminantes pour le succès de la différenciation intra (Tomlinson, 2014). Les techniques et méthodes de travail sont des aides utiles, mais lorsqu'on parle de différenciation interclasse, il en va de l'attitude professionnelle des enseignants. Il s'agit là, de l'enseignant et sa capacité d'observer ses élèves et d'adapter son approche au mieux aux besoins et aux préférences des sujets en classe. Cette attitude professionnelle est indispensable pour une différenciation intra efficace. Ceci implique, qu'afin de pouvoir différencier en classe, l'enseignant doit impérativement tenir compte, à tout moment, des différents facteurs présents et de ceux qui pourraient se produire. Ces facteurs varient de classe en classe, et d'étudiant à étudiant. C'est pourquoi il n'existe pas de recette magique pour la différenciation intra, pas d'astuces-type didactiques avec un succès garanti. (Castelein et al., 2016).

L'éducation financière se prête facilement à la différenciation intra. Elle permet d'impliquer, tant au niveau des exemples que de la ligne éducatrice, la mise à l'œuvre habile des compétences métacognitives des étudiants, leurs prérequis, leurs intérêts, leurs contextes et leurs méthodes d'apprentissage. Mais l'environnement d'apprentissage peut également s'avérer un atout. Il permet de varier le matériel didactique au niveau du rythme, des méthodes de travail, des finalités didactiques

(par exemple les méthodes d'élargissement, et les objectifs de base), le matériel didactique ou le produit final. Lorsque les enseignants seront conscients de ces possibilités, il est probable que nous verrons se développer des approches plus créatives, probablement plus efficaces de l'éducation financière.

Evaluer les programmes existants d'éducation financière

Dans le passé, l'évaluation des programmes d'éducation financière était souvent un sujet sensible. En premier lieu, l'évaluation ne fut pas incluse dans le développement initial du programme. Ceci mena souvent vers une évaluation ad hoc, basée sur des critères flous, non définis. Une méta-évaluation de plus de 200 programmes permet, de conclure¹² par exemple que seul 10% des programmes analysés disposaient d'informations en matière d'évaluation. L'on peut donc dire que nous disposons que d'une évaluation appropriée pour une fraction des programmes. Ceci non seulement rend impossible l'évaluation des programmes de façon consistante, mais empêche également de construire des 'best practices' scientifiquement validées dans le temps. Il est, dès lors, capital de penser à l'évaluation lors de l'élaboration de programmes d'éducation financière. Suite à plusieurs expériences, l'on dispose néanmoins d'une littérature importante proposant des orientations en matière d'évaluation de programmes pour l'éducation financière (réf e.a. Bureau, 2014; Lyons et al., 2006 ; OCDE, 2010 ; Yoong et al., 2013). Mais il demeure que le nombre d'évaluations de qualité en Europe est réduit (OCDE, 2016a). L'important en matière d'évaluation des programmes est que ceux-ci donnent lieu à une véritable amélioration au niveau du comportement financier. Les arguments cités ci-dessus prônant une approche intégrée nous mènent dès lors à plaider pour une évaluation qui tient compte de tous les éléments précités afin d'en venir à une éducation financière à l'école, bien cadrée au sein d'un réseau plus vaste d'éducation financière.

CONCLUSION

Dans une perspective internationale, les jeunes Belges sont relativement bons en matière d'éducation financière. Mais ce niveau moyen élevé cache des inégalités en matière d'éducation financière plus fortes en Belgique que dans d'autres pays. Les différences socio-économiques entre familles n'y sont pas étrangères. Ceci souligne l'importance de l'organisation de l'éducation financière à l'école. Celle-ci doit créer l'espace nécessaire pour soutenir les jeunes issus de milieu sociaux défavorisés, qui ont tendance à être moins confrontés à la socialisation financière à la maison. L'éducation financière à l'école permet d'atteindre tous les jeunes, en développant leurs compétences financières dans un contexte changeant marqué par le vieillissement de la population et la complexité croissante de l'environnement financier.

Malgré la conviction générale de l'importance de la compétence financière pour les jeunes, il manque un consensus sur la façon d'aboutir à une implémentation optimale. Nous avons formulé

¹² Voir Totenhagen et al. (2014)

des recommandations pour une implémentation effective et structurelle de l'éducation financière à l'école. Ces recommandations se résument comme suit.

Lors de l'implémentation des programmes, l'on doit, à côté de l'acquisition des connaissances de base financières, miser sur l'apprentissage de comportements et attitudes. Car une compétence (financière) se compose de connaissance cognitive, de comportements, et d'attitudes. Une autre recommandation concernent l'intégration de l'éducation financière dans le programme d'éducation : il est conseillé de débiter l'apprentissage à un âge précoce et de façon graduelle par le biais d'une approche transversale « cross-curriculum ». (Au sein de laquelle, les objectifs de l'éducation financière intégrée sont clairement définis dans chaque cours). Une approche graduelle permet non seulement de faire progresser la complexité, mais permet également aux jeunes de s'approprier le comportement et le cadre théorique en question pas à pas. Nous avons aussi souligné l'importance d'inclure les parents dans le parcours d'apprentissage à l'école, et ce, pour diverses raisons. Les parents sont non seulement la première source d'information mais ils représentent également le modèle de référence en matière de comportement financier.

Une autre recommandation concerne l'efficacité de l'intégration d'expériences pratiques au sein du programme d'éducation financière à l'école afin d'augmenter la compétence financière des jeunes. Il est, dès lors, conseillé de suivre cette voie lors de développement de matériel didactique. Un autre point consiste en l'importance du support à l'enseignant qui manque de confiance en lui, et ne dispose pas de connaissance financière suffisante pour pouvoir aborder l'éducation financière de manière adéquate. Nous avons ensuite souligner l'importance d'une attention pour la différenciation au sein des programmes d'éducation financière afin de pouvoir intégrer les différences au niveau socio-économique, interpersonnelles et familiales. Et pour conclure nous avons insisté sur l'importance d'évaluer les programmes d'éducation financière de façon rigoureuse afin de pouvoir évaluer son impact au niveau des comportements et du bien-être financier des jeunes. C'est la seule façon d'apprécier objectivement l'efficacité des programmes et de proposer une liste de « best practices » pour l'avenir.

REFERENTIES

- Abreu, M., Mendes, V., 2010. Financial Literacy and Portfolio Diversification. *Quantitative Finance* 10, 515-528.
- Ajzen, I., 1991. The Theory of Planned Behavior. *Organizational behavior and human decision processes* 50, 179-211.
- Altman, M., 2012. Implications of Behavioural Economics for Financial Literacy and Public Policy. *The Journal of Socio-Economics* 41, 677-690.
- Amagir, A., 2016. Financiële Geletterdheid Van Jongeren (Youth Financial Literacy), Studiedag financiële educatie (Conference on Financial Education), Leuven.
- Asarta, C.J., Hill, A.T., Meszaros, B.T., 2014. The Features and Effectiveness of the Keys to Financial Success Curriculum. *International Review of Economics Education* 16, 39-50.
- Atkinson, A., Messy, F.-A., Rabinovich, L., Yoong, J., 2015. Financial Education for Long-Term Savings and Investments: Review of Research and Literature, in: OECD (Ed.), OECD Working Papers on Insurance and Private Pensions. OECD Publishing, p. 34.
- Atkinson, A., McKay, S., Kempson, E., Collard, S., 2006. Levels of Financial Capability in the UK: Results of a Baseline Survey. Uk: Financial Services Authority.
- Bandura, A., 1977. *Social Learning Theory*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J.
- Baum, S., O'Malley, M., 2003. College on Credit: How Borrowers Perceive Their Education Debt. *Journal of Student Financial Aid* 33, 1-13.
- Behrman, J.R., Mitchell, O.S., Soo, C., Bravo, D., 2010. Financial Literacy, Schooling, and Wealth Accumulation. National Bureau of Economic Research.
- Bernheim, B.D., Garrett, D.M., Maki, D.M., 2001. Education and Saving: The Long-Term Effects of High School Financial Curriculum Mandates. *Journal of Public Economics* 80, 435-465.
- Bernheim, B.D., 1998. Financial Illiteracy, Education, and Retirement Saving, in: Mitchell, O.S., Schieber, S.J. (Eds.), *Living with Defined Contribution Pensions*. University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- Brody, G.H., Flor, D.L., 1997. Maternal Psychological Functioning, Family Processes, and Child Adjustment in Rural, Single-Parent, African American Families. *Developmental psychology* 33, 1000-1011.
- Bruhn, M., de Souza Leao, L., Legovini, A., Marchetti, R., Zia, B., 2013. The Impact of High School Financial Education: Experimental Evidence from Brazil. World Bank Group., Washington, DC.

- Bureau, C.F.P., 2014. Rigorous Evaluation of Financial Capability Strategies: Why, When and How. *Iowa City, IA: CFPB*. Retrieved January 29, 2014.
- Campbell, J.Y., 2006. Household Finance. *The Journal of Finance* 61, 1553-1604.
- Castelein, E., Coens, J., De Witte, K., Houben, A., Lauwers, W., Segers, J., Van Den Branden, K., 2016. *Binnenklasdifferentiatie: Een Beroepshouding, Geen Recept*. Acco Leuven, Den Haag.
- Center for Financial Security, 2012. Youth, Financial Literacy, and Learning: The Role of in-School Financial Education in Building Financial Literacy, Research Brief University of Wisconsin-Madison, p. 6.
- CFPB, 2013. Transforming the Financial Lives of a Generation of Young Americans: Policy Recommendations for Advancing K-12 Financial Education in: Bureau, C.F.P. (Ed.), Policy White Paper. CFPB Office of Financial Education, Washington, DC.
- Chang, Y., Lyons, A.C., 2007. Are Financial Education Programs Meeting the Needs of Financially Disadvantaged Consumers? *Networks Financial Institute Working Paper, Indiana State University*.
- Chodkiewicz, A., Johnston, B., Sanders, S., Yasukawa, K., 2005. Educating Parents: The Evenstart Financial Literacy Program, p. 12.
- Clarke, M.C., Heaton, M.B., Israelsen, C.L., Eggett, D.L., 2005. The Acquisition of Family Financial Roles and Responsibilities. *Family and Consumer Sciences Research Journal* 33, 321-340.
- Collins, J.M., O'Rourke, C.M., 2010. Financial Education and Counseling—Still Holding Promise. *Journal of Consumer Affairs* 44, 483-498.
- Cornelis, I., Storms, B., 2014. Financieel Risicogedrag Bij Jongeren. CEBUD.
- Danes, S.M., 1994. Parental Perceptions of Children's Financial Socialization. *Financial Counseling and Planning* 5, 127-146.
- Danes, S.M., Haberman, H.R., 2007. Teen Financial Knowledge, Self-Efficacy, and Behavior: A Gendered View. *Financial Counseling and Planning* 18, 48-60.
- De Moor, L., Van Campenhout, G., Verschete, L., De Smedt, J., 2014. Financiële Kennis Bij Toekomstige Leerkrachten. *Bank- en Financien*.
- De Witte, K., Schelfhout, W., 2015. *Vakdidactiek Economie*. Lannoo Campus.
- Deacon, R.E., Firebaugh, F.M., 1981. *Family Resource Management: Principles and Applications*. Allyn and Bacon, Boston.
- Denhart, C., 2013. How the \$1.2 Trillion College Debt Crisis Is Crippling Students, Parents and the Economy, *Forbes*.
- Eamon, M.K., 2001. The Effects of Poverty on Children's Socioemotional Development: *An Ecological*

Systems Analysis. Social Work 46, 256-266.

Edwards, R., Allen, M.W., Hayhoe, C.R., 2007. Financial Attitudes and Family Communication About Students' Finances: The Role of Sex Differences. *Communication Reports* 20, 90-100.

Europese Commissie, 2007. Sleutelcompetenties Voor Een Leven Lang Leren - Een Europees Referentiekader, Brussel, p. 16.

Evans, G.W., Rosenbaum, J., 2008. Self-Regulation and the Income-Achievement Gap. *Early Childhood Research Quarterly* 23, 504-514.

Fernandes, D., Lynch, J.G., Netemeyer, R.G., 2014. Financial Literacy, Financial Education, and Downstream Financial Behaviors. *Management Science* 60, 1861 - 1883

Franco, J.A., 2009. Consumer Protection Approach to Mutual Fund Disclosure and the Limits of Simplification, A. *Stanford Journal of Law, Business, and Finance* 15, 1-85.

García, M.J.R., 2013. Financial Education and Behavioral Finance: New Insights into the Role of Information in Financial Decisions. *Journal of Economic Surveys* 27, 297-315.

Godsted, D., McCormick, M.H., 2007. National K-12 Financial Literacy Research Overview. *Networks Financial Institute at Indiana State University Report* 3.

Grinstein-Weiss, M., Spader, J., Yeo, Y.H., Taylor, A., Books Freeze, E., 2011. Parental Transfer of Financial Knowledge and Later Credit Outcomes among Low-and Moderate-Income Homeowners. *Children and Youth Services Review* 33, 78-85.

Grusec, J.E., Davidov, M., 2008. Socialization in the Family: The Roles of Parents, in: Grusec, J.E., Hastings, P.D. (Eds.), *Handbook of Socialization: Theory and Research*. Guilford Press, New York and London, pp. 284-308.

Gudmunson, C.G., Danes, S.M., 2011. Family Financial Socialization: Theory and Critical Review. *Journal of Family and Economic Issues* 32, 644-667.

Hanushek, E.A., 2011. The Economic Value of Higher Teacher Quality. *Economics of Education Review* 30, 466-479.

Hathaway, I., Khatiwada, S., 2008. Do Financial Education Programs Work? Federal Reserve Bank of Cleveland.

Hensley, B., 2013. Stepping Up: Educating Teachers Building a Research-Based Professional Development Model, Global Financial Literacy Summit. National Endowment for Financial Education, Amsterdam.

Hess, R.D., Torney, J.V., 1967. *The Development of Political Attitudes in Children*. Aldine Publishing, Chicago.

Hibbert, J.R., Beutler, I.F., Martin, T., 2004. Financial Prudence and Next Generation Financial Strain.

Journal of Financial Counseling and Planning 15, 51-59.

Hinojosa, T., Miller, S., Swanlund, A., Hallberg, K., Brown, M., O'Brien, B., 2009. The Stock Market Game™ Study: Brief Report. *Washington, DC: FINRA Investor Education Foundation.*

Holzmann, R., Mulaj, F., Perotti, V., 2013. Financial Capability in Low-and Middle-Income Countries : Measurement and Evaluation, in: Fund, F.L.a.E.R.T. (Ed.). World Bank. , Washington DC, p. 164.

Huston, S.J., 2012. Financial Literacy and the Cost of Borrowing. *International Journal of Consumer Studies* 36, 566-572.

Imaeva, G., Lobanova, I., Tomilova, O., 2014. Financial Inclusion in Russia: The Demand-Side Perspective.

Johnson, E., Sherraden, M.S., 2007. From Financial Literacy to Financial Capability among Youth. *Journal of Sociology & Social Welfare* 34, 119.

Jorgensen, B.L., Savla, J., 2010. Financial Literacy of Young Adults: The Importance of Parental Socialization. *Family Relations* 59, 465-478.

Katholiek Onderwijs Vlaanderen, 2017. http://ond.vvkso-ict.com/vvksomainnieuw/voet/voet.htm#_Toc343848237.

Kiviat, B., 2010. How to Teach Kids About Money. *Time Magazine* 175, 55-56.

Klapper, L., Lusardi, A., Panos, G.A., 2013. Financial Literacy and Its Consequences: Evidence from Russia During the Financial Crisis. *Journal of Banking & Finance* 37, 3904-3923.

Lusardi, A., Mitchell, O.S., 2009. How Ordinary Consumers Make Complex Economic Decisions: Financial Literacy and Retirement Readiness. National Bureau of Economic Research.

Lusardi, A., Mitchell, O.S., 2011. Financial Literacy around the World: An Overview. *Journal of Pension Economics and Finance* 10, 497-508.

Lusardi, A., Mitchell, O.S., 2014. The Economic Importance of Financial Literacy: Theory and Evidence. *Journal of Economic Literature* 52, 5-44.

Lusardi, A., Mitchell, O.S., Curto, V., 2010. Financial Literacy among the Young. *Journal of Consumer Affairs* 44, 358-380.

Lusardi, A., Scheresberg, C.d.B., 2013. Financial Literacy and High-Cost Borrowing in the United States. National Bureau of Economic Research.

Lusardi, A., Tufano, P., 2009. Debt Literacy, Financial Experiences, and Overindebtedness. National Bureau of Economic Research.

Lyons, A.C., 2008. Risky Credit Card Behavior of College Students, *Handbook of Consumer Finance Research*. Springer, New Yor, NY, pp. 185-207.

- Mandell, L., 2008. The Financial Literacy of Young American Adults: Results of the 2008 National Jump\$Tart Coalition Survey of High School Seniors and College Students. The Jump\$Tart Coalition for Personal Financial Literacy, Washington DC, p. 258.
- Mandell, L., Klein, L.S., 2009. The Impact of Financial Literacy Education on Subsequent Financial Behavior. *Journal of Financial Counseling and Planning* 20.
- McCormick, M.H., 2009a. The Effectiveness of Youth Financial Education: A Review of the Literature. *Journal of Financial Counseling & Planning* 20, 70-83.
- McCormick, M.H., 2009b. The Effectiveness of Youth Financial Education: A Review of the Literature. *Journal of Financial Counseling and Planning* 20.
- Miller, B.C., McCoy, J.K., Olson, T.D., Wallace, C.M., 1986. Parental Discipline and Control Attempts in Relation to Adolescent Sexual Attitudes and Behavior. *Journal of Marriage and the Family* 48, 503-512.
- NASBE, 2006. Who Will Own Our Children: The Need for Financial Literacy Standards. National Association of State Boards of Education (NASBE).
- NEFE, 2006. Closing the Gap between Knowledge and Behavior: Turning Education into Action. Financial Counseling and Planning. National Endowment for Financial Education, pp. 73-90.
- OECD, 2005a. *Improving Financial Literacy: Analysis of Issues and Policies*. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Publishing.
- OECD, 2005b. Recommendation on Principles and Good Practices for Financial Education. OECD.
- OECD, 2010. Detailed Guide to Evaluating Financial Education Programmes. OECD, INFE, Paris.
- OECD, 2012a. Financial Education for Youth and in Schools: Oecd/Infe Policy Guidance, Challenges and Case Studies. OECD.
- OECD, 2012b. Guidelines on Financial Education at School and Guidance on Learning Framework. OECD.
- OECD, 2014a. *Financial Education for Youth: The Role of Schools*. OECD Publishing.
- OECD, 2014b. International Gateway for Financial Education: Global Database on Financial Education. OECD.
- OECD, 2014c. Pisa 2012 Results: Students and Money (Volume Vi): Financial Literacy Skills for the 21st Century. OECD Publishing, PISA.
- OECD, 2014d. Pisa 2012 Results: Students and Money: Financial Literacy Skills for the 21st Century (Volume Vi). OECD Publishing.
- OECD, 2016a. *Financial Education in Europe*. OECD Publishing.

- OECD, 2016b. Oecd/Infe International Survey of Adult Financial Literacy Competencies.
- Parsons, J.E., Adler, T.F., Kaczala, C.M., 1982. Socialization of Achievement Attitudes and Beliefs: Parental Influences. *Child Development* 53, 310-321.
- Pinto, M.B., Parente, D.H., Mansfield, P.M., 2005. Information Learned from Socialization Agents: Its Relationship to Credit Card Use. *Family and Consumer Sciences Research Journal* 33, 357-367.
- Prast, H.M., van Soest, A.H., 2016. Financial Literacy and Preparation for Retirement. *Intereconomics* 51, 113-118.
- Pritchard, M.E., Myers, B.K., 1992. Consumer Education: A Partnership between Schools and Families. *Journal of Consumer Education* 10, 38-43.
- Rockoff, J.E., 2004. The Impact of Individual Teachers on Student Achievement: Evidence from Panel Data. *The American Economic Review* 94, 247-252.
- Romagnoli, A., Trifilidis, M., 2013. Does Financial Education at School Work? Evidence from Italy. Evidence from Italy (April 10, 2013). *Bank of Italy Occasional Paper*.
- Shim, S., Barber, B.L., Card, N.A., Xiao, J.J., Serido, J., 2009. Financial Socialization of First-Year College Students: The Roles of Parents, Work, and Education. *Journal of youth and adolescence* 39, 1457-1470.
- Shim, S., Serido, J., 2011. Young Adults' Financial Capability Aplus, Wave 2, p. 21.
- Sohn, S.-H., Joo, S.-H., Grable, J.E., Lee, S., Kim, M., 2012. Adolescents' Financial Literacy: The Role of Financial Socialization Agents, Financial Experiences, and Money Attitudes in Shaping Financial Literacy among South Korean Youth. *Journal of adolescence* 35, 969-980.
- Spencer, N., Nieboer, J., Antony, 2015. Wired for Imprudence: Behavioural Hurdles to Financial Capability and Challenges for Financial Education. RSA Action and Research Centre.
- Stango, V., Zinman, J., 2009. Exponential Growth Bias and Household Finance. *The Journal of Finance* 64, 2807-2849.
- Struyven, K., Coubergs, C., Gheysens, E., 2015. Ieders Leer-Kracht. *Binnenklasdifferentiatie Realiseren in De Praktijk ACCO*, Leuven.
- Tomlinson, C.A., 2014. *The Differentiated Classroom: Responding to the Needs of All Learners*. Association for supervision and curriculum development., Alexandria.
- Totenhagen, C., Casper, D., Faber, K., Bosch, L., Wiggs, C., Borden, L., 2014. Youth Financial Literacy: A Review of Key Considerations and Promising Delivery Methods. *Journal of Family and Economic Issues*, 1-25.
- Van Camp, S., Warlop, N., De Meyer, I., 2014. Financiële Geletterdheid Van 15-Jarigen. Vlaamse Resultaten Van Pisa2012. Universiteit Gent.

- Van Campenhout, G., 2015. Revaluating the Role of Parents as Financial Socialization Agents in Youth Financial Literacy Programs. *Journal of Consumer Affairs* 49, 186-222.
- Van Campenhout, G., 2016. Enjoy Your Pension? Mind the Gap!, Belgian Insurance Conference, Louvain-la-Neuve (Belgium).
- Van Damme, M., 2015. Financiële educatie, in: Kunsten, K.V.A.v.B.v.W.e. (Ed.), Standpunten 36, p. 32.
- Van Rooij, M.C., Lusardi, A., Alessie, R., 2012. Financial Literacy, Retirement Planning and Household Wealth. *The Economic Journal* 122, 449-478.
- Von Gaudecker, H.-M., 2015. How Does Household Portfolio Diversification Vary with Financial Literacy and Financial Advice? *The Journal of Finance* 70, 489-507.
- Ward, S., 1974. Consumer Socialization. *Journal of Consumer Research* 1, 1-14.
- Way, W.L., Holden, K.C., 2009. Teachers' Background and Capacity to Teach Personal Finance: Results of a National Study. *Journal of Financial Counseling and Planning Volume* 20, 64-78.
- Webley, P., Nyhus, E.K., 2006. Parents' Influence on Children's Future Orientation and Saving. *Journal of Economic Psychology* 27, 140-164.
- Wikifin.be, 2015. FSMA, p. 49.
- Wikifin.be, 2016. Hoe Wordt Binnen Het Gezin Met Geldzaken Omgegaan in België? FSMA, Brussel, p. 47.
- Yoong, J., Mihaly, K., Bauhoff, S., Rabinovich, L., Hung, A., 2013. A Toolkit for the Evaluation of Financial Capability Programs in Low-, and Middle-Income Countries.

